syndicales (retraites à 60 ans, salaire à 1000 F, défense du pouvoir d'achat) comme des autres formes que peut prendre la combativité ouvrière, le salaire nominal pourrait croître, lui aussi, très vigoureusement. La défense d'une croissance du pouvoir d'achat analogue à celle obtenue dans la période récente supposerait, par exemple, une croissance du taux de salaire de 11,7 %, en cours d'année, soit, compte tenu de l'acquis de fin d'année, 11,8 % de moyenne (pour 11,2 % en 1972).
Ces perspectives inflationnistes peuvent être associées à une croissance de la production à un rythme voisin de 6 % : la consommation privée dans un climat de forte hausse des prix et des salaires, pourrait continuer à croître rapidement. D'autre part, les investissements ne peuvent guère fléchir, compte tenu des tensions observées dans l'appareil productif et des facilités de financement qu'ouvre l'inflation.
Les seuls facteurs qui pourraient contribuer à une inflexion du type de croissance que connait le capitalisme français depuis plusieurs mois tiennent, soit à l'évolution de la conjoncture mondiale du capitalisme, soit à des facteurs politiques internes (si l'on exclue l'hypothèse d'une victoire de l'Union de la Gauche, c'est celle de la mise en œuvre d'un plan de *stabilisation*, très vigoureux, de type 1963, éventuellement fondé sur un blocage des prix et des salaires, qu'il faut envisager).

2.– La poursuite de l'inflation internationale

On remarquera, tout d'abord, qu'à l'heure actuelle la conjoncture française et la conjoncture mondiale sont « en phase », c'est-à-dire qu'ils s'y manifestent en même temps les mêmes tendances fondamentales à une croissance soutenue et à une forte inflation.
Les Etats-Unis sont sortis de la stag-flation et devraient connaitre une poursuite de leur reprise en 1973, tant au niveau de la production que des investissements productifs.
Une telle conjoncture se développant au lendemain d'un blocage des salaires et des prix ne permet pas d'envisager un ralentissement significatif de l'inflation. Il en va de même en Allemagne où se manifeste de pair une reprise industrielle et un durcissement de la revendication salariale. Les perspectives globales pour 1973 sont donc pour les principaux partenaires industriels et commerciaux du capitalisme français à une reprise de la production (l'indice de PNB pondéré pourrait croître de 5 % pour 3,8 % en 1971) et à la poursuite d'un rythme d'inflation de 6-5,5 % comparable à celui de 1970-71 mais marquant un palier nettement supérieur aux évolutions précédentes.
Si l'on excepte la Grande Bretagne, assiégée par les problèmes de dégradation de la balance commerciale, aucun des grands pays impérialistes ne semble contraint à une politique de stabilisation rigoureuse : l'Allemagne dispose d'un confortable avantage commercial et ses problèmes politiques ne lui permettent guère un blocage salarial.
Les Etats-Unis sortent à peine du blocage, la très vive inflation des pays européens et ce qui subsiste de l'avantage monétaire de la dévaluation du dollar, font qu'ils peuvent accepter sans grands risques commerciaux, une forte inflation pourvu que le rapport des prix à l'exportation entre Europe et Etats-Unis reste favorable.
Enfin la plupart des capitalismes avancés seront tentés de permettre la répercussion dans les prix à la fois des effets de la revendication salariale et des hausses des prix des matières premières imposées par les pays dominés (pétrole, mais aussi métaux et textiles) qui s'annoncent déjà très fortes.
Ce n'est donc pas par hasard si le dispositif « anti-inflationniste » récemment mis en place dans le Marché Commun est dérisoire : aucun Etat européen n'entend se lier les mains dans la période actuelle, où le recours de l'inflation pratiqué par chacun permet de surmonter à court terme nombre de contradictions internes.
Dans une telle conjoncture, le capitalisme français ne subira de la part des autres pays impérialistes aucune contrainte directe (politique ou commerciale) tendant à limiter son inflation et devrait, en revanche, continuer à bénéficier à l'exportation de la vive croissance des courants d'échanges liés à la reprise mondiale. Le seul élément qui pourrait entraîner un tel processus serait, en fait, un durcissement marqué de la concurrence inter-impérialiste pour le contrôle des divers marchés mondiaux.
Une telle situation n'est pas à exclure dans la mesure ou la NEP de Nixon a permis un rétablissement précaire de l'équilibre économique interne des Etats-Unis mais n'a en rien amélioré le désequilibre de leur balance de paiements, structurellement lié à leur situation d'économie dominante (exportation de capitaux) mais aggravé depuis plusieurs années par la concurrence commerciale directe des économies européennes et japonaise .
En 1972, le déficit commercial des Etats-Unis a atteint 6 milliards de dollars, et cela, malgré l'avantage de la dévaluation et la mise en place d'un dispositif protectionniste. On ne peut donc exclure que Nixon réélu, défende plus vigoureusement encore les intérêts commerciaux du capital national américain. Cela peut prendre diverses formes : pression sur les impérialismes secondaires pour une nouvelle réévaluation ou du mark, renforcement du protectionnisme ou renégociation globale du statut douanier établi entre le Marché Commun et les Etats-Unis (Nixon Round).
Dans tous les cas, une telle politique pourrait avoir pour effet une contraction du rythme d'expansion des échanges internationaux ou plutôt une restriction de la part de ceux-ci qui alimentent les exportations allemandes, japonaises, ou françaises.
Un effet dépressif sur les économies internes de ces pays pourrait en résulter. Mais pour l'ensemble, dans les conditions politiques actuelles, une telle perspective ne semble guère pouvoir être ouverte à court terme. La pression américaine ne peut s'exercer qu'avec une certaine prudence, chaque pays (et le bloc européen) entendant doser assez subtilement la défense des intérêts propres de son capital national et les exigences de la solidarité pan-impérialiste.
En tout état de cause, sauf hypothèse d'une nouvelle crise ouverte du système monétaire, ce qui n'est certainement pas avant 1974, qui pourrait sonner pour les pays européens la fin des « vaches grasses » et l'obligation d'une politique rigoureuse de stabilisation.

3.– La politique Giscard... et ses lendemains

C'est au regard de cet environnement général qu'il faut apprécier la probabilité à ce que l'Etat français recourre à une politique de stabilisation sévère en 1973. Il est vrai